

Redorer le blason terni de l'enseignement en RD Congo

Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.

Les autorités politiques de la R.D.Congo ont déclaré le mois d'avril de chaque année, mois de l'enseignement et le 30 avril « Journée Nationale de l'Enseignement ». Depuis quelques années, *Congo-Afrique* (CA) consacre son numéro d'avril aux problèmes liés à l'enseignement, mettant ainsi en relief l'importance du secteur éducatif pour le développement d'un pays aussi grand que le nôtre. Cette année, le thème de l'enseignement est abordé dans l'esprit de la Lettre Jubilaire, publiée en janvier 2010.

Le premier article de ce numéro, du Père Léon de Saint Moulin, S.J., consacré à l'évolution de la population congolaise depuis l'indépendance, montre l'ampleur des défis posés dans le domaine de l'enseignement aujourd'hui. La population congolaise a un taux d'accroissement « de l'ordre de 3% » annuellement. Cela signifie qu'elle augmente de deux millions tous les ans. C'est un espoir, car cela témoigne du dynamisme de la population et de sa foi dans l'avenir, mais aussi une grave responsabilité. Car, si cet accroissement n'est pas valablement pris en charge par le système éducatif, il constitue une bombe à retardement. Pour que les enfants et les jeunes, qui constituent près de deux tiers de notre population, puissent avoir un avenir décent, il faut une gestion planifiée, cohérente et efficiente du système éducatif.

L'éducation, notamment dans sa forme la plus explicitement organisée qu'est l'enseignement, est une tâche essentielle dans une société. L'enseignement est le moyen fondamental de la formation globale des

Jésuite. Rédacteur en chef adjoint de *Congo-Afrique*.
E-mail : kadima5009@yahoo.fr

personnes, en leur transmettant non seulement des connaissances (savoir et savoir-faire), mais les valeurs essentielles leur permettant de s'intégrer dans une culture commune. A ce titre, il construit aussi la société et est pour elle un instrument de gestion et de gouvernance. Car il prépare ceux et celles qui, en son sein, ayant développé ce qu'ils ont des capacités, et ayant transformé les informations diverses qui leur sont communiquées en savoir pratique, assumeront les responsabilités multiples permettant à la société de se maintenir et de progresser. L'enseignement est donc un enjeu essentiel, universellement considéré comme tel. Il doit être au centre de toute action gouvernementale.

En R.D.Congo, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, le système éducatif a été et reste confronté à d'immenses défis. Au début, les réponses ont été audacieuses, forçant l'admiration des pays africains pairs. Il s'agissait alors de rattraper le retard en personnel et cadres nationaux qualifiés. Les hommes politiques de l'époque, conscients de leur responsabilité devant l'histoire, ont mis une énorme volonté à mobiliser pour cet objectif les ressources humaines et matérielles disponibles, et ont utilisé judicieusement des apports des partenaires internationaux comme l'UNESCO. Par une réforme bien conçue et grâce à des institutions bien gérées, le Congo se dota, en une dizaine d'années, d'intellectuels très respectés à travers toute l'Afrique. Certains pays se sont inspirés de son exemple pour leurs propres réformes scolaires. Mais, le temps de la désillusion apparut avant même les difficultés économiques, à cause d'une gouvernance irresponsable du secteur éducatif : les préoccupations politiques prirent le pas sur celles d'une formation solide ; des ressources tant humaines que financières furent gaspillées. En outre, depuis la fin des années 1980, l'Etat s'est désengagé de ses responsabilités, mettant de plus en plus tout le système éducatif public à la charge des parents et de ceux qui y travaillent. Abandonné, le système éducatif s'est gangrené par les multiples problèmes que nous connaissons.

Notre intention n'est pas de faire le procès de ceux qui ont trahi l'école en R.D.Congo. Mais, pour sauver le système éducatif du naufrage actuel, il faut avant tout de la volonté politique et de la foi en soi. On n'assume des responsabilités, à quelque niveau que ce soit, qu'en se faisant à soi-même et pas seulement aux autres, la promesse de suivre ses convictions et de se laisser déterminer par celles-ci, qu'elles qu'en soient les conséquences. Concrètement, cela veut dire qu'il ne suffit pas d'édicter des lois et d'annoncer des réformes, il faut surtout mettre en pratique ce qui y a déjà partiellement été et ce qui y sera défini, conformément aussi aux normes internationales que l'on a par ailleurs acceptées. Puissent les protagonistes de l'enseignement s'inspirer de leurs prestigieux prédécesseurs et surmonter les pesanteurs politiques afin de revaloriser notre enseignement et d'« assurer la grandeur » de notre pays comme le promettent tous ceux qui chantent l'hymne national.

Un des premiers pas serait de restituer à l'enseignant sa dignité et la fierté d'exercer un métier noble et essentiel pour la promotion de tous. Dans l'évaluation de son travail, que l'on tienne compte non seulement de l'aspect financier, mais aussi de son état psychologique qui intègre ses attentes vis-à-vis des enseignés comme vis-à-vis de son environnement social global. La simple pratique et philosophie des frais de motivation a fait long feu et n'a pas relevé le système éducatif ! C'est ce que s'est employé à montrer l'article du Professeur Max Kupelesa, S.J., sur le *Degré de satisfaction et de motivation des enseignants kinois*.

L'article du Père Pierre Lecuit, S.J., est une seconde contribution, instructive à ce débat. Il présente le modèle jésuite de l'enseignement en R.D.Congo depuis l'époque coloniale. Il souligne l'importance d'une gestion et d'une gouvernance qui donnent au système éducatif un budget correspondant aux défis qu'il pose, une planification cohérente soutenue par une volonté politique tenace, et un engagement constant pour réaliser cette planification. C'est à ce prix que l'enseignement en R.D.Congo peut retrouver son vrai lustre.

Le Père Kazadi Tshikolu, S.J., invite, quant à lui, tous les partenaires, non seulement les décideurs politiques, mais aussi les parents, à changer des manières de penser et d'agir pour faire preuve d'esprit de responsabilité et de créativité. Rien ne sert d'épiloguer sur les enseignants sous-qualifiés et démotivés, sur les infrastructures vétustes et délabrées, sur la volonté politique de réduire les budgets, sur le désengagement de l'Etat en dépit des promesses d'école primaire gratuite et obligatoire. Ce serait encore tourner en rond, perdre du temps et éteindre l'espérance. Ce qu'il faut, c'est passer aux actes ; il faut mettre résolument en œuvre le grand « chantier éducation » où seront formés les Congolais capables de faire face aux défis du développement et d'assurer la vraie indépendance du pays.

La chronique Afrique-Actualités, du Professeur Noël Obotela Rashidi, couvre les mois de février et mars 2010. Elle aidera à situer les problèmes de l'enseignement dans l'ensemble du devenir de notre pays et de l'Afrique.

Puisse ce numéro de CA interpeller les lecteurs et les décideurs politiques et contribuer à un sursaut de réflexion et de conscience de nos responsabilités, en vue de redorer le blason terni de l'enseignement dans notre pays.

Dieudonné MAMPASI Kapita, S.J.